

Des mobilisations anticorruption d'ampleur

Les résultats des prochaines élections présidentielles en Russie sont prévisibles, cependant les récentes manifestations contre la corruption des élites sont un défi inédit pour le Kremlin, à seulement un an de cette échéance.

Camille COATALEM-SERIKOFF, membre du comité de rédaction de la lettre LDH «Les droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace postsoviétique»

La Russie connaît depuis quelques années des vagues de contestations sociales sans précédent. Les premières manifestations contre les fraudes électorales place Bolotnaïa, à Moscou, en mars 2011, ont marqué le début de la mobilisation et de l'unification citoyenne contre la corruption des autorités.

Les militants de l'opposition avaient estimé, à l'époque, le nombre de manifestants entre cinquante et quatre-vingt mille, une première pour une mobilisation populaire de ce genre. D'autant plus que la contestation ne s'était pas cantonnée à la capitale. Des milliers de personnes avaient manifesté dans plusieurs villes de l'Extrême-Orient russe et de Sibérie, comme à Vladivostok ou à Tomsk, où l'on comptait entre deux et trois mille personnes. A Saint-Petersbourg, la police avait évalué à dix mille le nombre de manifestants rassemblés. Un des leaders de l'opposition libérale de l'époque, Boris Nemtsov, avait souligné que la

mobilisation s'était étendue au total à quatre-vingt-dix villes de Russie.

Par la suite, lors des élections législatives de septembre 2016, le pouvoir a cherché à prévenir la répétition du scénario de 2011, en limitant les fraudes le jour des élections. A Moscou et à Saint-Petersbourg, les falsifications ont été relativement faibles. Officiellement le taux de participation était de 47,8 %. En réalité, il n'a été que de 36,5 %. Quelque onze millions de bulletins auraient été ajoutés pour gonfler les chiffres. Il s'agit du taux de participation le plus bas jamais enregistré lors d'élections en Russie. Si l'abstention a été aussi importante, c'est parce qu'une grande partie de la population ne croit plus en l'utilité du vote. Faute d'espoir de changer la donne lors des scrutins, les Russes se détournent de plus en plus des urnes. La mobilisation se fait à travers d'autres engagements, la rue devenant un nouveau lieu de contestation et de revendication.

En mars 2017, Alexeï Navalny,

opposant politique russe et candidat à l'élection présidentielle, publiait un documentaire *Ne l'appellez pas Dimon*, dénonçant les affaires de corruption et l'empire immobilier du Premier ministre, Dmitri Medvedev.

«Medvedev Gate», une affaire explosive

Visionné plus de vingt-deux millions de fois sur YouTube, le film est à l'origine des séries de manifestations anticorruption qui touchèrent le pays le 25 mars. Au total on a dénombré entre trente-six et quatre-vingt-huit mille manifestants à travers toute la Russie, avec la plus grande mobilisation à Moscou, huit mille manifestants selon la police, et vingt-cinq mille d'après le journal d'opposition *Novaya Gazeta*. A Saint-Petersbourg, c'est entre trois et dix mille personnes qui sont descendues dans les rues. Depuis les manifestations place Bolotnaïa, la Russie n'avait pas connu une telle mobilisation. Ce «Medvedev Gate» est un double



© EUGENY FELDMAN, LICENCE CC



Les Russes se détournent de plus en plus des urnes, la rue devenant un nouveau lieu de contestation et de revendication. Ici le 26 mars 2017, à Moscou (au centre l'opposant Alexeï Navalny).

coup pour le pouvoir, car il dés-honore non seulement le Premier ministre, mais aussi toute l'élite dirigeante russe⁽¹⁾.

Ce qui est nouveau dans ces contestations, c'est non seulement l'étendue géographique, avec quatre-vingt-dix-sept villes concernées, mais aussi le très jeune âge des participants, avec un grand nombre de lycéens et d'universitaires qui manifestaient pour la première fois. Cette jeunesse russe, qu'on considérerait comme apolitique et qui n'a connu que Poutine au pouvoir, montre son attachement à la démocratie et son intérêt pour la politique. *« C'est la première fois que je participais à une manifestation. Pour moi, Poutine et Medvedev sont assis depuis bien trop longtemps dans leurs sièges ministériels. La corruption ronge notre pays de l'intérieur, quand tout cet argent volé pourrait servir à améliorer la qualité de l'enseignement, des soins médicaux, des routes »*⁽²⁾, témoigne Vladislav, 16 ans. L'implication de la nouvelle généra-

tion dans ces protestations est un nouveau phénomène remarquable, car les jeunes sont globalement plus loyaux au pouvoir que les générations précédentes.

Alexeï Navalny, un opposant gênant

Une nouvelle journée de mobilisation contre la corruption des élites s'est déroulée le 12 juin 2017, à l'occasion de la fête nationale russe. Des milliers de citoyens russes, dans plus de deux cents villes à travers tout le pays, se sont mobilisés pour continuer à protester, sur fond de crise économique et sociale, avec pour beaucoup un même message : « Assez ! »⁽³⁾. Retenu quinze jours en prison pour avoir appelé à manifester sans autorisation, Alexeï Navalny est, en théorie, inéligible. L'opposant n'est donc pas assuré d'avoir les moyens de se présenter, d'autant plus que le Kremlin pourrait opter pour des répressions ponctuelles afin d'entraver sa candidature et sa campagne⁽⁴⁾. Alexeï Navalny est une figure qui inquiète, car bien

qu'il soit peu probable qu'il remporte les élections, il pourrait néanmoins créer la surprise. En effet, en 2013 déjà, il était parvenu à remporter 27,2 % des suffrages, lors des élections municipales à Moscou. De plus, s'il n'est pas soutenu par toute la population, il a, en revanche, une forte capacité à mobiliser la jeunesse. La télévision reste la source d'information la plus contrôlée par le Kremlin, mais il est un média sur lequel s'exerce beaucoup moins de contrôle : ce sont les réseaux sociaux. Or c'est là que s'informe aujourd'hui la nouvelle génération, et Alexeï Navalny l'a bien compris. Présent sur Twitter (avec plus de deux millions d'abonnés), Facebook, Vkontakte, Instagram ou encore YouTube, c'est depuis ces plateformes qu'il publie ses enquêtes anticorruption et entraîne les foules dans la rue. Fort de sa personnalité, le Kremlin tentera certainement d'empêcher toute mobilisation autour de lui, tout en évitant d'en faire un martyr.

Face à ces vagues de protestations, deux réponses du pouvoir sont envisageables en vue des élections présidentielles de 2018 : renforcer des répressions ciblées sur la population ou bien faire émerger de nouvelles têtes dans le camp de Vladimir Poutine, pour canaliser le mécontentement et affronter Alexeï Navalny⁽⁵⁾. Pour éviter les troubles, le Kremlin semble prêt à satisfaire les exigences des manifestants, à condition que celles-ci soient de nature sociale. Ce qui reste certain, c'est que même si les manifestations russes prennent de l'ampleur, elles n'empêcheront cependant pas Vladimir Poutine de gagner un autre mandat de six ans, tant le système électoral est verrouillé. En revanche le véritable problème, pour le régime, est que la « révolution » d'aujourd'hui se déroule non seulement dans les rues mais bien, aussi, dans les esprits des citoyens⁽⁶⁾. ●

(1) Andreï Kolesnikov, « Navalny Has Alleged the Russian Prime Minister Is Corrupt. Now What? », in *The Moscow Times*, 22 juillet 2017 (<https://themoscowtimes.com>).

(2) Manon Masset, « Les manifestations anti-corruption vues par les ados », in *Le Courrier de Russie*, 10 avril 2017 (www.lecourrierderussie.com).

(3) « Russie : l'opposant Navalny et plus d'un millier de ses partisans interpellés lors de manifestations anti-corruption », *Le Monde*, 12 juin 2017 (www.lemonde.fr).

(4) Catherine Petillon, « Russie : l'opposition sous contrôle », *France Culture*, 27 mars 2017 (<https://www.franceculture.fr>).

(5) Tatiana Kastoueva-Jean, « Russie : qui est Alexeï Navalny, l'opposant anti-corruption déterminé à défier Vladimir Poutine? », *Europe1*, 27 mars 2017 (<http://www.europe1.fr>).

(6) Andreï Kolesnikov, « New Protests Question Russia's Social Contract », *Carnegie Europe*, 16 juin 2017 (<http://carnegieeurope.eu>).